

**L'INTRODUCTION DU PROGRES TECHNIQUE
DANS LES SYSTEMES DE PRODUCTION AGRICOLE
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST**



GROUPEMENT D'ETUDES ET DE RECHERCHES

POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AGRONOMIE TROPICALE

LES RÈGLES DU JEU SUR LE FONCIER ET LA FORCE DE TRAVAIL
DANS L'ASCENSION ÉCONOMIQUE ET LA STRATIFICATION SOCIALE
DES PLANTEURS DE COTE-D'IVOIRE.
QUELQUES ÉLÉMENTS D'ANALYSE ET SIGNES D'ÉVOLUTION TECHNIQUE

François RUF
GERDAT

RESUME

A partir de trois études de cas, l'auteur tente une analyse de la stratification sociale induite par l'économie de plantation entre groupes autochtones et allogènes. En phase "minière", le double accès aux facteurs et main-d'oeuvre apparaît déterminant sans que l'un des facteurs prédomine de manière absolue : pour les allogènes, tout se passe comme si la disponibilité en main-d'oeuvre déterminait les stratégies foncières d'implantation et d'extension. En retour, les autochtones jouent sur le contrôle foncier pour accéder à la main-d'oeuvre. Le niveau d'insertion des autochtones dans la nouvelle formation sociale dépend de la phase historique, où ils subissent les courants de migration induits par la politique nationale, et de leur capacité de contrôle foncier dont les déterminants sont partiellement régionaux.

Néanmoins le rôle de la technique ne doit pas être négligé. Le choix du "cacao" et la technicité empirique du groupe Baoulé contribuent à expliquer son dynamisme.

Dans une seconde partie l'auteur propose un certain nombre d'indicateurs d'une nouvelle phase de saturation de l'espace et de diminution des plus-values, au cours de laquelle se développe un marché des deux facteurs de production. La technique devient alors le nouveau facteur limitant de la réussite économique. Une couche moderniste se dégage parmi les exploitations de 6 à 20 ha qui devraient rester très dépendantes d'une force de travail salariée.

De 1920 à 1980, la forêt dense ivoirienne se métamorphose en caféières et cacaoyères dont les produits constituent les principales exportations agricoles du pays. A la différence d'autres cultures pérennes introduites récemment sous forme de blocs agro-industriels, le café et le cacao tiennent essentiellement d'une petite et moyenne production paysanne. La grande "chance" du pays fut de bénéficier de migrations depuis les savanes ivoiriennes et voltaïques pour mettre en valeur cette forêt qui semblait inépuisable.

Le "capital technique" ayant été longtemps limité à quelques matchettes et daba, toute l'économie de plantation dans sa phase minière se fonde sur le double accès au foncier et à la main-d'oeuvre. Abondants jusqu'à ces dernières années, ces deux facteurs de production se répartissent pourtant très inégalement entre les acteurs sociaux. A partir de trois études de cas et de nombreuses références bibliographiques, nous essayons de préciser par quels mécanismes les règles du jeu sur le foncier et la force de travail induisent une stratification sociale.

Il s'agit également de restituer ce jeu apparemment local et diversifié par rapport aux déterminants historiques de la réussite ivoirienne.

Néanmoins, une approche trop sociologique ou géographique ne nous conduit-elle pas à négliger la technique ? Même en pleine phase minière, peut-on ignorer le rôle de la technicité des planteurs ? Cette question nous paraît un préalable à l'étude d'une nouvelle phase de l'économie de plantation : celle-ci ne peut plus reproduire ses systèmes techniques lorsque les facteurs terre et force de travail se raréfient et que leur coût augmente. Dans certaines régions de la zone forestière ivoirienne, l'évolution économique et sociale durant les cinq dernières années semble offrir des exemples étonnants d'accélération de l'histoire.

QUELQUES ASPECT DE L'EVOLUTION DE DEUX REGIONS

DANS LES PAYS DUBI ET BAKWE (1)

Les sociétés précoloniales du sud-ouest et du centre-ouest présentent une relative homogénéité, du moins pour l'économiste. Tous les groupes autochtones sont à dominante patrilineaire et faiblement ou moyennement structurés. Il paraît donc possible de comparer les effets de la pression migratoire, les réactions autochtones et les conséquences sur les stratifications sociales en cours.

1 - Sud-ouest, zone Soubré-San-Pedro : pays Bakwé (2)

Le pays Bakwé, totalement isolé du reste de la Côte-d'Ivoire jusqu'en 1969, se voit brusquement doté d'une infrastructure routière dans le cadre d'un gigantesque projet de développement, les migrants s'égarant le long des pistes ouvertes par les forestiers.

Le rythme effréné des migrations renverse en quelques années le rapport démographique en faveur des allogènes (2). Nombreux sont ceux qui se constituent individuellement des réserves foncières qu'ils contrôlent et mettent rapidement en valeur grâce à un apport en capital (autres plantations, aides d'un parent...). Ce capital, foncier et monétaire, permet en effet à ces allogènes d'attirer des manoeuvres et d'acquérir ainsi un double contrôle de la terre et de la force de travail.

A l'opposé, les Bakwé, perdant ce contrôle, se retrouvent en marge de l'économie de plantation. Resteront-ils marginalisés

(1) Zones étudiées par l'auteur :

. en pays Bakwé : terroir de Touih, km 60, route Soubré-San-Pedro (1979)
. en pays Oubi : zone Sud de Taï (1979)

(2) Voir les nombreux travaux d'Alfred SCHWARTZ, en partie résumés dans une communication au colloque AFIRD (1980). L'auteur montre comment le pays Bakwé sous-peuplé au départ (0,5 hab/km²) fut submergé par l'immigration. Il décrit des mécanismes de perte de contrôle du foncier et le comportement "suicidaire" des groupes Bakwé. Cf également les travaux de LENA Ph., 1979.

au sein de la nouvelle formation sociale comme petits planteurs, voire, pour certains, prolétariés dans les grands domaines agro-industriels ?

Comme sur l'ensemble de la zone forestière, la phase suivante d'individualisation du foncier permet à chaque "propriétaire" d'attirer la force de travail. De ce point de vue, l'économie de plantation du Sud-Ouest "reproduit" en dix ans un processus développé en cinquante ans à l'Est du pays (3)... mais cette continuité théorique ne doit pas masquer l'inversion de l'échelle sociale : les bénéficiaires de l'individualisation ne sont plus les autochtones mais les allogènes.

2 - Sud-Ouest, zone de Taï : Pays Oubi (4)

Le pays Oubi, aux confins de la frontière Libérienne et du parc naturel de Taï, dernier grand massif forestier de la Côte-d'Ivoire, reste un front pionnier assez marginal jusqu'en 1977. Auparavant, les autochtones subissent un rythme de migration modéré qui semble leur avoir laissé le temps d'élaborer une stratégie foncière partiellement collective en réponse à celle des migrants. En effet, dans certains villages, seule une partie de la forêt a été divisée entre les familles autochtones sous réserve qu'elles ne cèdent rien de leur concession aux allogènes. L'autre partie reste la propriété du Chef de village qui décide avec ses notables de la cession de forêt. La persistance d'un tel rapport de production tient en partie à l'emprise réduite des allogènes (5) ; en retour, il paraît de nature à modifier les rapports salariaux, aussi bien chez les autochtones que chez les migrants. Pour l'instant, il n'y a guère de décision personnelle possible d'attribution de la forêt à un étranger sur laquelle le planteur Oubi pourrait jouer pour attirer des manoeuvres.

(3) Cf en particulier GASTELLU J.M., 1980

(4) Cf RUF 1979

(5) L'organisation d'un tel partage a été influencé par la sous-préfecture à la suite de conflits fonciers, notamment avec les quelques Baoulé qui réussissent à constituer des réserves (cf note 2).

Cela se vérifie également pour la plupart des Baoulé à qui les autochtones ne cèdent pas d'importants lots de forêt (6). Le sens de la causalité peut néanmoins s'inverser : pour l'instant, faute de pouvoir faire venir beaucoup de main-d'oeuvre par manque de revenus préalables, les Baoulé de Taï ne cherchent généralement pas à constituer des réserves importantes.

A terme, le processus d'individualisation de l'espace progressera en pays Oubi sous la pression du marché. Mais, à la différence d'autres zones pionnières, la réussite Baoulé s'affirme assez lentement pour que les autochtones prennent conscience du capital forêt ... et de sa mise en valeur par le recours au manoeuvres, clef du dynamisme allogène... Cette analyse est fragile puisque tout peut évoluer très vite dans une zone pionnière, notamment selon l'arbitrage de l'Etat. Mais, jusqu'en 1979, ayant su contrôler partiellement le foncier et la main-d'oeuvre Mossi (7), le groupe Oubi, tout en se stratifiant peu à peu sur le plan économique, semble en meilleure situation au sein de la formation sociale multiethnique que d'autres autochtones, tels les Bakwé.

CENTRE-OUEST, PAYS BETE-OURAGAHIO - COMPARAISON AVEC LE SUD-OUEST

Le Centre-Ouest s'ouvre à l'économie de plantation vers 1930 avec l'installation des premiers colons européens dont les besoins en main-d'oeuvre nécessitent des migrations de voltaïques (8).

-
- (6) A l'exception de quelques planteurs "cumulateurs" qui surent se ménager très tôt l'amitié d'un chef de village Oubi et qui ont pu ainsi se constituer des réserves importantes. Ce phénomène apparaît comme une constante des zones "pionnières". Disposant de revenus préalables tirés d'autres exploitations, ils peuvent faire venir et payer des manoeuvres et cherchent donc à se créer des réserves foncières. Mais à Paï, ils semblent proportionnellement moins nombreux que dans la grande zone pionnière du canton de Soubré. Cf LENA 1979; rapport ORSTOM/UNESCO 1977.
- (7) Les Oubi donnent facilement la forêt aux Mossi qui arrivent démunis et doivent donc travailler chez eux. Ils offrent plus de résistance aux Baoulé dont ils savent avoir peu de chance de bénéficier de leur force de travail, soit qu'ils aillent chez un frère, soit qu'ils disposent déjà d'un capital.
- (8) Le rattachement administratif de la Haute-Volta à la Côte-d'Ivoire en 1932 n'avait pas d'autre but. Cf GASTELLU J.M., 1980 et 1981.

C'est l'époque des travaux forcés auxquels les Bété n'échappent pas non plus. En 1946, à la fin des travaux forcés, l'extension des plantations paysannes et les courants de migration restent modérés. Ce n'est que dix à quinze ans plus tard que les Voltaïques commencent réellement à s'installer dans les villages Bété, et seulement à la fin des années 60 que les Baoulé viennent fonder leurs campements. Or malgré ce flux migratoire progressif et une densité démographique autochtone importante (28 hab/km² en 1975 à Ouragahio contre 0,6 pour les Bakwé et 0,8 pour les Oubi), les Bété ont perdu une grande part de leur contrôle sur le foncier au profit des allogènes.

Ils le perdent au cours d'un processus d'individualisation et de monétarisation dont les déterminants sont internationaux (9) mais qui répond localement aux besoins d'une stratégie d'accumulation urbaine par le biais de la scolarisation. J.P. DOZON montre comment cette rationalité explique à la fois un développement restreint des plantations et une cession facile du foncier pour faire face aux premiers frais (10). Néanmoins, cette perte de la forêt reste bien en deçà de celle observée dans les zones pionnières actuelles où l'on retrouve pourtant la même stratégie de scolarisation et d'accession au pouvoir économique urbain. La densité de population des autochtones apparaît un déterminant "local" essentiel du contrôle de l'espace. Dans le Centre-Ouest, les pertes foncières restent généralement modérées autour des villages Bété, tandis qu'elles atteignent leur paroxysme dans les anciennes forêts classées, "dévorées" par les Baoulé. Bien que les autochtones réclament des droits sur ces territoires, déclassés par l'Etat pour favoriser l'immigration (11), ils sont peu nombreux à récupérer quelques hectares.

(9) Le processus d'individualisation et de monétarisation du foncier est inéluctable. Il découle notamment du marché des produits et du caractère pérenne des cultures qui implique l'appropriation du sol. Mais les formes qu'il prend, sa vitesse et ses bénéficiaires varient selon les conditions locales.

(10) J.P. DOZON montre comment l'économie de plantation se substitue aux activités de chasse et de guerre. Le relatif désintérêt pour les cultures commerciales vient en partie de la brutalité de la colonisation et des travaux forcés qui entraînent l'exode rural. Ajoutons que les guerriers et chasseurs s'intègrent moins facilement dans une économie de plantation que des cultivateurs d'igname comme les Baoulé.

En 1968-69, les allogènes, n'ayant qu'une confiance limitée dans l'administration pour protéger leur bon droit officiel, se ménagent toujours la protection d'un "tuteur" autochtone qui leur concède un lot de forêt classée. Ces tuteurs sont les centres de décision traditionnels (chefs de lignage ou de village) et modernes (notamment certains responsables politiques locaux). Ce sont les seuls bénéficiaires de l'arrivée des allogènes dont ils touchent régulièrement quelques subsides, puisqu'il n'y a pas eu de vente réelle. Sur le plan foncier, la colonisation des forêts classées de la région de Gagnoa préfigure le processus en cours en pays Bakwé dix d'avance. La monétarisation y précède l'individualisation au profit des allogènes et de quelques rares centres de décision autochtones.

En revanche, en dehors des forêts classées, l'individualisation s'opère beaucoup plus tôt au bénéfice des familles Bété ou d'une partie d'entre elles. Peu de temps après la suppression des travaux forcés en 1946, on relève des cas de partage de brousse, entre villages, que les planteurs se répartissent individuellement. Les premières ventes de forêt entre Bété se négocient avant 1950. La situation foncière va donc permettre l'utilisation individuelle du facteur terre pour attirer la force de travail des Voltaïques et des Ivoiriens du Nord.

Si la plupart des Bété l'ont pratiqué, ils n'ont pas su développer des rapports de clientèle et des rapports personnalisés tels qu'ils puissent maintenir ces allogènes comme manoeuvres ou planteurs-manoevres (12). Ou fait de leur stratégie urbaine, probablement induite par la colonisation brutale du pays Bété (13), ils ont souvent préféré vendre ... et les allogènes ont toujours essayé d'acheter pour éliminer toute dépendance (14).

[11] Dans d'autres régions, comme Agboville, les forêts sont déclassées à l'attention des cadres.

[12] A l'opposé du Sud-Est. Cf GASTELLU J.M., 1980.

[13] Cf DOZON J.P., 1975.

[14] Parmi les premiers migrants Mossi, certains se sont vu reprendre leurs plantations, au moment où elles entrent en production, par les Bété qui leur ont donné la forêt.

Au total, sur les terroirs "traditionnels", le contrôle foncier des autochtones semble avoir été trop lâche pour utiliser abondamment la force de travail allogène et développer leurs propres plantations, mais suffisant pour limiter celles des Mossi et des Dioula.

Ce n'est pas le cas sur les forêts classées occupées par les Baoulé, disposant, pour la plupart, de revenus préalables issus d'une plantation antérieure ou de l'aide d'un parent. Ils sont déjà nombreux, en 1970, à faire venir dès la première ou deuxième année des Mossi et de la main-d'oeuvre du pays d'origine.

Ceux-là possèdent aujourd'hui des cacaoyères de 15 ha en pleine production. Il est significatif de voir les Baoulé cumulateurs (15) se concentrer dans les forêts classées où ils peuvent se constituer d'importantes réserves à partir de campements isolés. Le même phénomène se produit à grande échelle en pays Bakwé et à une échelle plus réduite en pays Oubi. A l'opposé, les Mossi, généralement démunis, doivent louer leur propre force de travail et donc résister dans les villages autochtones autour desquels l'espace est mieux contrôlé. Les Mossi du Sud-Ouest bénéficient cependant d'une plus grande disponibilité foncière que ceux du Centre-Ouest.

En définitive, bien qu'à des degrés différents, les mêmes logiques réapparaissent dans les trois zones étudiées à l'Ouest du Bandama.

Pour les allogènes, tout se passe comme si la disponibilité en main-d'oeuvre déterminait les stratégies foncières d'implantation et d'extension. En retour, les autochtones jouent plus ou moins sur le contrôle foncier pour accéder à la main-d'oeuvre. La capacité de contrôle des autochtones semble dépendre essentiellement de leur propre densité de population, de leur structuration

(15) Possédant au moins deux exploitations.

lignagère et du rythme de progression des allogènes. Ce dernier facteur, bien que partiellement déterminé par les deux premiers, dépend fortement de la politique de l'Etat colonial et national.

LA REUSSITE IVOIRIENNE ET LES PROCESSUS DE STRATIFICATION SOCIALE

UNE POLITIQUE CONSTANTE DE PRIX REMUNERATEURS ET "D'OUVERTURE" A LA MAIN D'OEUVRE ETRANGERE

Les conditions d'une stratification sociale dépendant des résultats économiques globaux, il convient d'analyser brièvement la réussite de l'économie de plantation ivoirienne.

1 - Le libéralisme économique de la Côte-d'Ivoire et ses options pour quelques blocs agro-industriels semblent mieux connus que sa politique envers la petite production paysanne. Or, dès 1946, à la fin des travaux forcés, se met en place une grille de prix rémunérateurs aux producteurs dans le but précis de développer une couche de petits et moyens planteurs (16). Cette politique a toujours été maintenue depuis l'Indépendance. Ce sont les prix du café et du cacao attractifs pour le producteur qui expliquent les hausses de production.

2 - Néanmoins, ces prix n'auraient pas suffi à créer un dynamisme "endogène" sans la politique de canalisation de la main-d'oeuvre qui remonte au rattachement administratif de la Haute-Volta à la Côte-d'Ivoire en 1932. Cette décision vise à satisfaire la demande des colons européens, mais va engendrer tout un flux de migrations et bouleverser les formations sociales de la zone forestière. En 1946, "le Syndicat Agricole Africain organise à son tour l'acheminement de la main-d'oeuvre Mosso" (17). Mais d'après Ph. LENA,

(16) Cf CHAUVEAU, RICHARD, p 35. Dorénavant (en 1946) l'administration coloniale va miser sur une production "indigène" qui prend ainsi le relais de la colonisation européenne.
Cf GASTELLU, 1981 "La relation entre le prix aux producteurs et l'accroissement des superficies paraît être une constante de l'économie de plantation. Des cours élevés du cacao expliqueraient une augmentation du nombre des parcelles entre 1944 et 1947... ; en 1953, les cours élevés du café provoquent une ruée sur la terre ..."

ce n'est qu'à partir de 1961-1962 que le gros de la main-d'oeuvre Mossi se détourne des plantations du Ghana pour celles de la Côte-d'Ivoire "grâce à une moindre baisse du prix du cacao". Les planteurs pouvant proposer de meilleurs salaires, le prix à la production reste bien le premier déterminant de l'appel de main-d'oeuvre et de la réussite ivoirienne.

Cette politique "prix + main-d'oeuvre" permet à l'Etat de prélever une forte plus-value, du moins jusqu'en 1979, tout en laissant une fraction sous le contrôle du planteur employant de la main-d'oeuvre (18). Cette fraction donne toute latitude à une forte différenciation économique si le foncier reste disponible.

3 - Or à l'Indépendance, l'Etat ivoirien renforce les facilités de migration par sa politique foncière, en promulguant la loi : "la terre appartient à celui qui la travaille", en déclassant les forêts et en intervenant en faveur des allogènes ivoiriens en cas de conflit.

Si ces trois déterminants de la réussite ivoirienne relèvent du niveau de la politique coloniale et nationale, où se situent ceux des stratifications sociales en cours dans les différentes régions de la zone forestière ?

A la lumière des trois études de cas, reprenons la situation des deux groupes ethniques, Baoulé et Mossi, les premiers devenus partout les plus grands planteurs (15 ha ou plus), les seconds restant généralement "petits" dans la région de Gagnoa (1 à 2 ha) mais ayant déjà défriché 7 à 8 ha dans le canton Bakwé (19). Pour l'instant, les zones pionnières de Touih et Taï sont trop récentes pour qu'on puisse situer les Mossi par rapport aux autochtones et ceux des Baoulé arrivés à la même date. En schématisant à l'extrême, on pourrait classer les groupes ethniques (cf tableau 1).

(17) In LENA Ph. 1979 et FRECHOU H. 1955, cité par l'auteur.

(18) Pour le "statut" du planteur "exploiteur" ou "exploité", cf CHAUVEAU J.P., RICHARD J. 1976, GASTELLU 1980, RUF 1979.

(19) Cf LENA Ph., 1979.

Tableau 1 - Situation des groupes ethniques Baoulé et Mossi selon la région et la dimension (20)

	Grands Planteurs	Moyens Planteurs	Petits Planteurs	Observations
Région Nord-Ouest de Gagnoa	Baoulé	Autochtones	Autochtones Mossi	Situation foncière relativement stabilisée
Sud-Ouest Canton Bakwé (d'après Ph. LENA)	Baoulé	Mossi	Autochtones	Situation foncière en cours d'évo- lution mais processus irréversible
Sud-Ouest Touih	Baoulé	Baoulé	Autochtones Mossi Baoulé	Evolution rapide de la situation du canton Bakwé probable
Sud-Ouest Taï	Baoulé	Baoulé	Autochtones Mossi Baoulé	Possibilité d'une meilleure inser- tion des autochtones à Taï ?
	double contrôle des facteurs terre et force de travail	contrôle partiel d'un seul facteur : terre pour les autoch- tones, force de travail pour les allogènes		

[20] Le tableau 1 est évidemment schématique. Il n'y a pas de corrélation absolue entre le critère ethnique et la réussite économique. Des chefs de lignage Bété, dispensés des travaux forcés, contrôlant traditionnellement l'espace et la force de travail des cadets puis des Mossi, sont devenus de très gros planteurs. Mais il y a corrélation pour une majorité de chaque groupe ethnique. Dans le cadre de cette communication, nous ne pouvons aborder la stratification interne à chaque groupe.

A l'Ouest du Bandama, la réussite baoulé, résultat d'un processus de colonisation lancé à la fin des années 1960, s'affirme comme une constante de l'économie de plantation. Les études de cas montrent que cette constante tient d'abord à un déterminisme national qui est la politique foncière de l'état indépendant ... mais le phénomène du dynamisme baoulé n'est-il pas national ?

La politique foncière de l'Etat, appuyée par des arbitrages administratifs en faveur des allogènes, favorise tout particulièrement les Baoulé : bénéficiant du statut de citoyen ivoirien, situés pour une partie d'entre eux à la limite de la savane et de la forêt, connaissant déjà le café et le cacao au contact des Agni (21), disposant parfois de quelques revenus, ils sont les mieux placés dans la course à la terre que l'Etat organise par sa politique économique. Ils n'hésitent donc pas à installer de gros campements en pleine forêt noire.

Les Baoulé reproduisent leur course à la terre grâce à un réservoir de main-d'oeuvre du pays d'origine, des "frères" qu'ils attirent en leur facilitant l'acquisition d'un lot de forêts. Sur tous les terrains, l'accès privilégié des Baoulé à la force de travail des "6 mois" apparaît comme la clef de leur dynamisme (22).

Nous rejoignons ici l'analyse de J.P. CHAUVEAU pour qui l'accès à la force de travail prime sur l'accès au foncier (23). Le fait que les cumulateurs disposant de revenus pour embaucher des salariés cherchent à se constituer de plus grandes réserves, le confirme. Néanmoins, ce n'est vrai qu'à partir du moment où les Baoulé ont pu se placer dans des situations de large disponibilité foncière physique et sociale, soit dans les forêts classées du Centre-Ouest, soit dans les nouvelles zones pionnières du Sud-Ouest.

(21) Groupe ethnique du Sud-Est. Agni et Baoulé font partie du même groupe Akan.

(22) Analyse confirmée par tous les travaux sur le Centre-Ouest. Auteurs déjà cités.

(23) CHAUVEAU J.P., 1978.

Ce n'est pas le cas dans le Sud-Est, en pays Agni, où le contrôle de l'espace par une société autochtone puissante s'avère suffisant pour contenir les Baoulé qui se tournent vers l'Ouest. En 1946, puis en 1960, à l'époque où les planteurs voient s'ouvrir à eux un "marché" du travail, les Agni sont suffisamment structurés pour l'utiliser eux-mêmes et ne pas céder les terres à outrance. Dans le Moronou où se concentrent les plus grands planteurs ivoiriens, tous autochtones, J.M. GASTELLU souligne que "le frein principal est le système foncier, dont le régime n'est pas le même pour les natifs d'un village et pour les autres" (24).

Par ailleurs, les Mossi, migrants démunis dont il ne faut pas sous-estimer l'importance du statut d'étrangers, ont aussi les moyens de mobiliser de la main-d'oeuvre au pays d'origine. Mais pour la majorité qui s'installe dans les villages autochtones, le foncier s'avère toujours le facteur limitant. C'est vrai dans la région de Gagnoa où les Bété ont pourtant acquis une solide réputation de vendeurs de terre ! Il n'y a guère que dans les nouvelles zones pionnières à faible densité de population autochtone que les Mossi défrichent sans problème.

Les déterminismes locaux ou ethniques sont donc très importants pour expliquer les stratifications sociales en cours, ils portent tous sur le contrôle du foncier. Ils ont été abordés précédemment : densité de population et exode rural, niveau de destruction lignagère, conditions de la colonisation puis de la politique en cours à la période d'arrivée des migrants.

Tableau 2 - Différences d'accès au foncier selon la région et le groupe ethnique

	Sud-Ouest	Centre-Ouest Région de Gagnoa	Sud-Est Pays Agni Moronou
Accès indirect au foncier (long stade manœuvre)	-	Mossi	Mossi Baoulé
Accès direct ou quasi-indirect	Baoulé Mossi	Baoulé	-

Dans le jeu permanent du foncier et du travail, la prééminence d'un des deux facteurs sur l'autre n'apparaît jamais totale, le facteur limitant variant selon le groupe ethnique et la région. La seule constance nous paraît le problème qui se pose aux autochtones après l'arrivée des premiers migrants : "comment contrôler notre foncier pour contrôler la force de travail des allogènes ?" Mais cette question se pose à des phases historiques et dans des conditions locales si différentes que les réponses et donc les types de stratification sociale comportent presque autant de variantes que de grands groupes ethniques autochtones. Parce que les Agni (25) contrôlent leur terroir, les allogènes butent sur le facteur limitant terre. Du fait de l'échec total de la maîtrise du foncier chez les Bakwé, le blocage des migrants devient la force de travail. La situation semble intermédiaire dans la région de Gagnoa où la forte densité de population semble avoir permis un contrôle foncier minimum malgré un désintérêt global des autochtones pour l'économie de plantation. Ce contrôle suffit pour les Mossi (26) mais pas pour les Baoulé : la disponibilité en force de travail et en capitaux a certes favorisé ces derniers mais nous ne pouvons négliger le soutien de la politique nationale qui leur a permis de s'imposer dans un terroir "ivoirien".

Ceux qui parviennent à contrôler simultanément les deux facteurs terre et travail deviennent les plus grands planteurs de Côte-d'Ivoire, les Agni à l'Est, les Baoulé à l'Ouest. Les autres, qui ne contrôlent que partiellement le foncier ou qui ne disposent que de force de travail, restent des petits ou moyens planteurs.

(25) J.M. GASTELLU, 1980, voit dans les grands planteurs du Moronou "le produit de l'organisation économique locale poussée dans son aboutissement le plus extrême par les incitations du libéralisme Ivoirien".

(26) Le statut d'"étranger" n'explique-t-il pas la prudence des Noltaïques dans le Centre-Ouest ? De 1946 à 1956, l'idée ne leur venait guère de s'installer dans la mesure où la demande de main-d'oeuvre par les autochtones restait encore très faible.

Cf J.P. CHAUVEAU, J.P. RICHARD, 1977. Les auteurs signalent qu'à la fin des travaux forcés, "dès mai 1946, les "recrutés" des plantations européennes désertent en masse, mais les travailleurs voltaïques ne les suivent pas début d'un clivage social que l'on ne cessera de retrouver ?... on peut dater de cette époque la spécialisation des populations voltaïques dans le rôle essentiel de fournisseur de main-d'oeuvre.

VERS UNE PHASE DE SATURATION FONCIERE ET DE DIMINUTION DES PLUS-VALUES (27)

Comment caractériser une phase de "saturation foncière" sur la zone forestière en 1981 ? L'agroéconomiste recherche les signes de non reproduction des systèmes techniques traditionnels et les éventuelles innovations paysannes. Néanmoins, en l'absence de saturation physique absolue, il paraît plus facile de définir une saturation des rapports sociaux au cours des cinq à six dernières années.

1. L'individualisation totale du foncier disponible : la moindre brousse a un propriétaire.
2. Réserve de forêt noire nulle ou minime.
3. Substitution des ventes de brousse par celles de plantations.
4. Blocage à la création de nouvelles exploitations allogènes sauf par rachat de plantations.
5. Prémices ... et développement d'une valeur d'échange de la terre et d'un marché foncier : les prix montent et révèlent une cohérence avec l'état de la plantation : 100 000 F/ha de café et jusqu'à 200 000 F/ha de cacao (28).
6. Ralentissement du rythme des ventes au profit d'autres formules :
 - partage de parcelle après une rente en travail : l'autochtone cède une brousse que l'allogène défriche, plante et entretient jusqu'à l'entrée en production, époque à laquelle ils se partagent la parcelle à surface égale. Voilà un "nouvel" aspect du contrôle du foncier par l'autochtone pour accéder à la force de travail des migrants. Cette formule semble caractériser une phase de "pré-saturation" où l'espace disponible reste assez abondant pour en céder mais s'avère déjà fortement

(27) En cours d'observation dans le Centre-Ouest (Ouragahio). Cf RUF, 1980 a et b, et 1981.

(28) 1 F CFA = 0,02 FF.

contrôlé (29).

- La "mise en garantie" : l'autochtone laisse l'usufruit d'une vieille caféière à l'alloène pour une durée de 1 à 3 ans, en échange d'un taux de ferme (10 000 F/ha) et d'une remise en état de la plantation. Le contrôle du foncier reste total comme pour les deux formules suivantes.
- 7. Association entre planteurs : un alloène bloqué sur le plan foncier s'associe avec un planteur (alloène ou autochtone) qui veut créer une nouvelle plantation. Le premier assure le défrichement et la mise en place des plants pour le propriétaire qui l'autorise en retour à y faire ses cultures vivrières.
- 8. Développement de locations annuelles de brousse pour les cultures vivrières (5 à 10 000 F/ha) d'autochtone à alloène, voire entre autochtones.

Toujours sur le plan foncier, d'autres évolutions dont il est plus difficile de tirer des indicateurs apparaissent, telle l'accélération de la course à la terre : les migrants défrichent rapidement les quelques hectares qui leur restent du fait de la pression des autochtones toujours susceptibles de reprendre la forêt. Entre autochtones, la brousse, entièrement attribuée, devient plus souvent l'objet de conflits au niveau des individus ou des villages. Des planteurs utilisent l'opportunité des blocs SATMACI (30) à la seule fin de sauvegarder un droit sur le terroir traditionnel, ce qui explique en partie l'abandon ultérieur de leurs parcelles.

Ces signes d'évolution ne suivent pas un ordre précis ou linéaire mais leur superposition progressive révèle certaines

(29) Les 3 à 4 premières années de création et d'entretien d'une cacaoyère d'un hectare exigent en 1980 environ 130 000 F de charges salariales (cf RUF, 1980 b). L'hectare de brousse est donc cédé pour l'équivalent de 130 000 F en rente de travail.

(30) Société d'assistance technique pour la modernisation de l'agriculture de la Côte-d'Ivoire.

contradictions. D'une part les liens entre les deux facteurs de production se resserrent : on observe un contrôle croissant du foncier dans le but de maîtriser la force de travail (indicateurs 6-7-8). D'autre part les ventes de plantation risquent de bouleverser l'interdépendance des deux facteurs qui deviennent l'objet de deux marchés séparés.

Evolution du mode d'accès à la force de travail

Les "6 mois" (31). Les grands planteurs Baoulé continuent de bénéficier de leur volant de main-d'oeuvre régulier et bon marché constitué par les jeunes du village d'origine? Néanmoins la moyenne d'âge et l'efficacité de ces derniers diminuent : dans la mesure où ils n'espèrent plus accéder à la terre, ils tendent à refuser le statut de "6 mois" pour passer Abussan ou contractuel (32), formules plus rémunératrices. Il est significatif de rencontrer de nombreux "6 mois" chez les planteurs qui viennent de racheter une forêt à 100 ou 200 km plus à l'Ouest ! En promettant quelques hectares, ces planteurs peuvent encore reproduire une phase "pionnière" d'utilisation bon marché de la main-d'oeuvre mais en l'employant à l'entretien des plantations sur une zone saturée.

Les Abussan (32). La formule "Abussan", rare dans les zones pionnières, abondante dans les zones développées, révèle parfaitement l'hétérogénéité des systèmes techniques. Il s'établit une nette corrélation entre le niveau de productivité d'une parcelle et le taux de partage du produit entre le planteur et le manoeuvre. Dans les zones saturées où les caféières vieillissent, l'Abussan peut conserver de 50 à .. 100 % de la récolte ! sur les cacaoyères en pleine production, l'Abussan conserve à peine 33 % du produit tout en fournissant des travaux supplémentaires sur d'autres plantations. Nous allons voir que les différences de taux de plus-

(31) "6 mois" : jeunes migrants saisonniers. Libérés après le buttage d'avril-mai en savane, ils viennent pour 5 à 7 mois en forêt. Rémunération : 50 à 70 000 F.

(32) "Abussan" : partage de la récolte entre le propriétaire et le manoeuvre ; en principe, 1/3 pour le manoeuvre.

value induisent fortement la stratification économique des exploitations.

Les contractuels (33)

Les salaires augmentent : d'une part les manoeuvres, ne pouvant plus se faire payer en terre, exigent des rémunérations monétaires plus conséquentes. D'autre part, le manque relatif de main-d'oeuvre résulte des besoins croissantes des planteurs du fait de l'extension des plantations et du ralentissement probable des arrivées de manoeuvres attirés vers les zones pionnières. A la suite du relèvement des prix au producteur du café et du cacao, la poussée brutale des taux de contrat en novembre 1979 révèle bien la tension sur le "marché du travail" et le rapport de force planteur/manoeuvre (34).

L'économie de plantation supporte désormais une part plus lourde des charges de reproduction des manoeuvres. Les formes de rémunération les moins avantageuses pour ces derniers (mensuels, "6mois") régressent au profit des contrats et des Abussan. Dans le Centre-Ouest, il se développe en particulier une couche de contractuels voltaïques dont l'objectif n'est plus d'accéder à la terre mais de gagner de l'argent rapidement en circulant par équipe dans les villages au gré de l'offre de travail. Les liens personnalisés de planteur à manoeuvre, dont il ne faut pas exagérer l'importance dans le Centre-Ouest, ne disparaissent-ils pas pour laisser la place à un réel marché du travail ? (35). Dans le Sud-Est où les liens personnalisés semblent très développés, ce marché apparaîtra probablement plus tard.

(33) "Contractuel" : travailleur à la tâche. Le manoeuvre et le planteur s'entendent sur un prix pour un travail précis.

(34) Evolution des contrats pour le nettoyage d'un hectare de café (dans la région de Gagnoa) : 1979, 8 à 9 000 F/ha ; fin 1979-1980, 12 à 13 000 F/ha ; 1981, 14 à 15 000 F/ha.

(35) Sauf chez quelques Baoulés qui reproduisent l'attrait du foncier sur d'autres zones.

L'évolution du jeu sur le foncier et le travail

Les jeux sur le foncier et le travail s'exacerbent avec la saturation progressive de l'espace. Ils se prolongent par les ventes de plantations qui se substituent aux cessions de brousse. Il ne se crée plus de nouvelles exploitations allogènes sauf par rachat de plantations, ce qui implique des revenus préalables.

Dès lors disparaît l'interdépendance de l'accès au foncier et à la force de travail. Ce sont désormais les revenus, issus de la production agricole ou non, qui conditionnent simultanément l'accès aux deux facteurs de production (36).

Les mécanismes mis en place par les autochtones pour contrôler le foncier freinent le développement d'un marché de la terre et de la force de travail. Mais ces phénomènes retardent plus qu'ils ne modifient l'évolution générale de l'économie de plantation. En fin de phase minière, celle-ci prend en charge la reproduction de ses moyens de production. Le foncier acquérant une valeur d'échange, l'Etat devra peu à peu renoncer à sa loi de "la terre à celui qui la travaille" en créant un nouveau code domanial. Sur le plan du marché et de l'augmentation de son coût, on peut se demander si la petite production paysanne pourra maintenir sa demande en main-d'oeuvre.

J.M. GASTELLU (37) pense que la non-disponibilité en terre provoquera un ralentissement des arrivées. Mais estimant que les besoins diminueront du fait de la suppression des défrichements, l'auteur prévoit la disparition de la cellule étrangère avec des petites exploitations paysannes se maintenant sur des bases familiales.

(36) Les revenus préalables prennent d'autant plus d'importance qu'ils permettent avec le rachat de plantations une accumulation plus rapide. C'est le cas de certains Mossi qui investissent régulièrement chaque année dans une plantation.

(37) GASTELLU J.M., 1980. Déjà cité.

Nos enquêtes dans le Centre-Ouest débouchent sur une analyse provisoire un peu différente. Si la seule motivation des manoeuvres reste l'espoir d'accéder à la terre, comment expliquer qu'ils ne se précipitent pas dans le Sud-Ouest ? Dans la région de Gagnoa, ce n'est plus l'objectif essentiel de nombreux voltaïques organisés en équipe de contractuels (38). A notre avis, la saturation foncière induit plus un renchérissement du coût de la main-d'oeuvre. D'autre part, au fur et à mesure de son extension, une exploitation voit ses charges d'entretien augmenter beaucoup plus vite que celles du défrichement (39).

Or lorsque l'exploitation est bloquée sur le plan foncier, la saturation entraîne une intensification à l'hectare qui implique un besoin supplémentaire d'entretien et de soins aux plantations. Lorsqu'un allogène rachète 100 000 F un hectare de vieux café pour le brûler et le replanter, n'entre-t-on pas de plain-pied dans un processus d'intensification lié à la saturation foncière ? Tant que de nouveaux facteurs de production ne transforment pas les techniques culturales, les besoins en manoeuvres devraient rester très importants au sein de la petite production paysanne. Le recours aux manoeuvres pourrait même s'accroître du fait du développement perceptible d'une couche de planteurs absentéistes. Certes, chez les autres, l'augmentation du coût de la main-d'oeuvre favorise une valorisation du travail familial et l'entraide (40), mais de nombreuses exploitations dépendront de salariés notamment pour cette intensification qui va s'imposer chez tous les planteurs choisissant de maintenir les revenus.

(38) Les résultats d'enquêtes menées auprès des manoeuvres montrent que la majorité n'espère pas s'installer en Côte-d'Ivoire. Gagner de l'argent devient ou redevient l'objectif essentiel... pour devenir éventuellement chef d'exploitation mais au pays d'origine.

(39) Dans la zone pionnière de Taï, nous estimons à plus de 50 % les dépenses salariales consacrées au nettoyage contre 9 % au défrichement. Actuellement dans la région de Gagnoa, une exploitation à dominante caféière consacre 40 % de son produit brut au seul entretien des plantations.

(40) En phase minière, au niveau du planteur, les plus-values salariales restent supérieures au surplus de l'actif familial (125 000 F contre 75 000 F en 1979 à Taï ; cf RUF 1979). Cette différence vient de la non-prise en charge des coûts de reproduction de la main-d'oeuvre salariée. En phase de saturation foncière et d'augmentation du coût de la main-d'oeuvre, cette différence va s'estomper et le travail familial sera mieux valorisé.

PRODUCTIVITE DU TRAVAIL ET STRATIFICATION SOCIALE

Même en zone pionnière, on observe une variabilité telle des conditions d'implantation des cultures, de leur entretien et de leurs rendements qu'il nous paraît dangereux d'ignorer le rôle de la technique. Dès lors que deux choix d'un sol ou d'une date de semis constituent deux technologies différentes, on est loin d'une uniformité sous couvert d'extensivité des systèmes de production de la zone forestière. Vers la fin des années 1960, au nord de Gagnoa, de nombreux Baoulé, anciens planteurs de café, cherchaient activement des sols propices à la cacaoculture, sols qu'ils savaient déterminer. On retrouve actuellement leurs exploitations parmi les plus performantes sur le plan des résultats économiques. Même en l'absence de facteurs techniques "modernes", le niveau de formation et de technicité joue un rôle important dans la réussite de l'individu et du groupe, en particulier du groupe Baoulé (41).

Actuellement, dans la zone du Centre-Ouest, la rémunération de la journée de travail varie de 2 600 F, sur les meilleures cacaoyères pour un rendement de 800 kg/ha, à moins de 1 000 F sur les vieilles caféières. La journée de contractuel étant rémunérée à une moyenne de 1 000 F, la part des plus-values salariales peut entraîner un processus d'accumulation ou au contraire une stagnation, voire un appauvrissement des petits planteurs (42).

Les choix "cacao" des Baoulé et leur technicité empirique contribuent donc à expliquer leur dynamisme.

-
- [41] Nous ne pouvons comparer ici les niveaux de productivité des différents systèmes techniques de production ; les techniques Baoulé de défrichement, de semis et d'associations de cultures semblent plus productives que celles des autres groupes ; cf RUF F. 1980 b.
- [42] Notamment des planteurs âgés chez les autochtones du Centre-Ouest car à la différence d'autres zones (voir études statistiques de P. de la VAISSIERE) il n'y a guère de corrélation entre l'âge du planteur et la taille de l'exploitation. Nous avons vu pourquoi au paragraphe III.

La demande des planteurs et le rôle du développement

La plupart des exploitations "pourraient" choisir l'intensification parce qu'elle correspond non seulement aux nouvelles contraintes foncières, mais aussi parce qu'elle assure une meilleure rémunération de la journée de travail... Ce choix reste difficile, faute de formation technique de la majorité des planteurs sans laquelle il n'y a pas d'amélioration sensible de cette rémunération (43).

Pourtant, sous le double effet de la saturation foncière et de la diminution des plus-values salariales, la demande paysanne pour une amélioration de la productivité et pour une intensification s'accroît. La demande en atomiseurs, en produits de traitement, voire en herbicides, montre que la modernisation de l'agriculture ivoirienne a déjà commencé. Elle pousse du fait de la faible technicité des planteurs et de la défaillance de l'approvisionnement.

En pleine phase minière, l'abondance et le moindre coût de la force de travail favorise l'objectif de constitution de capital "terre + plantation" qui reste bon marché. L'intervention des structures de développement s'avère alors illusoire (44) dans la mesure où elles ne peuvent susciter une demande qui n'existe pas. En revanche, en phase de "saturation" où le capital devient cher à acquérir, l'objectif du planteur se déplace vers l'augmentation ou le maintien des revenus qui passent par une transformation des systèmes techniques. La situation est alors mûre pour une intervention efficace des structures de développement si elles agissent aux trois niveaux de l'identification de la demande (différenciée selon les planteurs), de la formation et de la logistique.

[43] Par exemple, sur les cacaoyères, la qualité de l'implantation et les traitements des trois premières années conditionnent à 80 % le niveau de rémunération du travail pour les vingt années suivantes... Faute de quoi les efforts d'entretien ou de taille restent peu efficaces ou trop exigeants en main-d'oeuvre.

[44] Sauf auprès de certains groupes sociaux tels les jeunes autochtones qui ont besoin de revenus les plus immédiats possibles pour s'émanciper de la tutelle de l'aîné.

Les intérêts d'une majorité de planteurs ne rejoignent qu'aujourd'hui l'objectif national de contenir les besoins en main-d'oeuvre de la petite production paysanne : ce n'est qu'aujourd'hui qu'une modernisation à grande échelle devient possible. Dans le Centre-Ouest, de nombreux planteurs s'y aventurent déjà avec ou sans l'aide des structures de développement.

CONCLUSION

Par sa politique agricole, la Côte-d'Ivoire a toujours su maintenir et développer une petite et moyenne production paysanne. Jusqu'à présent, la logique de la course à la terre correspondait au double intérêt des planteurs allogènes et de l'Etat : l'augmentation de la production et la mise en valeur (45) la plus rapide possible de la zone forestière.

Le niveau d'insertion des autochtones dans la nouvelle formation sociale dépend de la phase historique où ils subissent les courants de migration induits par la politique nationale et leur capacité de contrôle foncier dont les déterminismes sont partiellement régionaux.

En phase de saturation de l'espace et de la force de travail au cours de laquelle se développe un marché des deux facteurs de production, la technique devient le nouveau facteur limitant de la réussite économique. Il ne sera levé que par une amélioration du niveau de formation qui devient un élément fondamental du système de production et de son évolution. C'est le maillon qui manquait pour qu'une couche moderniste se dégage nettement. Les nouvelles actions de développement vont favoriser son émergence ... mais auprès de qui ? Des petites exploitations Mossi cherchent à se

(45) Mise en valeur agricole établie aux dépens du patrimoine forestier décimé.

moderniser du fait de leur blocage foncier. Les grands planteurs Baoulé du Centre-Ouest (10 à 20 ha) y semblent plus directement incités par l'augmentation des charges salariales. Ces derniers dont la stratégie d'accumulation agricole fut particulièrement efficace en phase pionnière, formeront-ils une classe de planteurs "capitalistes" ? Pour l'instant, les conditions de sécurité leur paraissent trop aléatoires pour viser un nouveau type d'accumulation : ils préfèrent investir au pays d'origine. Mais si les choix nationaux et les garanties politiques leur apportent simultanément sécurité et formation, ces planteurs Baoulé paraissent les mieux placés avec une force de travail familiale et salariée relativement équilibrée. Au-delà de 20 ha, l'exploitation assumera mal une trop forte dépendance de la main-d'oeuvre étrangère (46).

Parmi les autochtones chez qui le problème de sécurité foncière ne se pose pas, ceux qui disposent de plus de 6 ou 7 ha s'orientent déjà vers une augmentation de leur capital technique (47).

Pour l'instant aucune technique n'apporte d'économie d'échelle qui pourrait favoriser les grands planteurs. Les perspectives restent théoriquement bonnes pour les exploitations purement familiales. Néanmoins les tendances de ces 5 dernières années présagent plutôt du développement d'une couche moderniste parmi les exploitations de 6 à 10 ha et celles de 10 à 20 ha. L'évolution future des coûts de la main-d'oeuvre infléchira la tendance vers l'une des deux strates, mais l'économie de plantation "paysanne" devrait rester dépendante d'une force de travail étrangère qui sera de plus en plus "saliée".

(46) Cas des grands planteurs du Moronou, cf GASTELLU 1980.

(47) Essentiellement atomiseurs et produits de traitement ; et sans doute à l'avenir des débroussailluses qui devraient permettre de réduire considérablement les coûts d'entretien.

B I B L I O G R A P H I E

- CHAUVEAU J.P., RICHARD J. (1976) - Une périphérie recentrée. Paris, cahiers d'études africaines 68, XVII-4, pp 485-523.
- CHAUVEAU J.P., RICHARD J. (1977) - BODIBA en Côte-d'Ivoire. Abidjan, ORSTOM, 181 p multigr.
- CHAUVEAU J.P. (1978) - Occupation spatiale et histoire économique et sociale du Baoulé. Ouagadougou, colloque ORSTOM-CNRST, pp 45-51.
- DOZON J.P. (1975) - La problématique rizicole dans la région de Gagnoa. Abidjan, SODERIZ ORSTOM, 154 p. multigr.
- FRECHOU H. (1955) - Les plantations européennes en Côte-d'Ivoire. Cahiers d'Outre-mer, T. 29.
- GASTELLU J.M. (1980) - Une économie du Trésor : les grands planteurs du Moronou. Tome I : Fastes Agni. Abidjan, ORSTOM, 83 p. multigr.
- GASTELLU J.M. (1981) - Tome II : L'organisation économique. Abidjan, ORSTOM, 135 p. multigr.
- LA VAISSIERE P. de (1978) - Typologie selon l'âge et l'origine des chefs d'exploitations paysannes du Sud de la Côte-d'Ivoire, CIRES, Abidjan, in Cahiers du CIRES, n° 18.
- LENA Ph., MARTINET F., RICHARD J.F., SCHWARTZ A. (1977) - Le dynamisme pionnier dans le Sud-Est Ivoirien, ses effets sur le milieu forestier. Abidjan, rapport UNESCO, Projet Tai, 246 p.
- LENA Ph. (1979 b) - Transformation de l'espace rural dans le front pionnier du Sud-Ouest Ivoirien. Abidjan, ORSTOM, 345 p. multigr.
- LEPLATDEUR A., RUF F. (1980) - Quelques éléments sur l'évolution historique des économies de plantation en zone forestière africaine. Paris, SFER, 6 p. multigr.
- RUF F. (1979) - Travail et stratification sociale en économie de plantation. Abidjan, CIRES, in Cahiers du CIRES, n° 23, pp 47-88.
- RUF F. (1980 a) - Perspectives de développement agricole dans les zones en voie de saturation foncière du Centre-Ouest. Abidjan, CIRES, 18 p multigr.
- RUF F. (1980 b) - Techniques culturelles et productivité du travail en économie de plantation du Centre-Ouest ivoirien. Abidjan, CIRES, 41 p, 25 tableaux, multigr.
- RUF F. (1981) - Le déterminisme des prix sur les systèmes de production en économie de plantation ivoirienne. Abidjan, CIRES, in Cahiers du CIRES, n° 28, 18 p.
- SCHWARTZ A. (1980) - Grands projets de développement et pratique foncière en Côte-d'Ivoire, l'exemple d'opération San Pedro. Paris, colloque AFIRD-LAPJ, 12 p.